

Thaïlande : les militaires vainqueurs des élections

ASIE

Ils doivent cependant nouer des alliances pour obtenir la majorité parlementaire.

Michel De Grandi
@MDeGrandi

La Thaïlande a attendu la fin des cérémonies de couronnement du roi pour publier les résultats des élections de mars. Sans surprise, le paysage politique ne subit pas de bouleversement, le parti de la junte, au pouvoir depuis 2014, bien qu'ayant remporté moins de sièges en valeur absolue que l'opposition (115 contre 136), est assuré de former le prochain gouvernement. Cela grâce à quelques subtilités qui rendent le système politique thaï relativement complexe à déchiffrer. Les élections ont été démocratiques dans leur déroulement, mais les manœuvres qui ont précédé le scrutin ont largement contribué à verrouiller le pouvoir au profit des militaires.

Pour ces élections, la junte partait avec l'avantage de pouvoir bénéficier, d'emblée, du soutien du Sénat. La nouvelle Constitution, adoptée en 2017, donne en effet à l'armée la capacité de nommer l'intégralité des 250 membres de la Chambre haute. Fort de ce matelas, le parti des militaires n'a besoin, au tra-

vers des urnes, que de 126 sièges sur 500 pour obtenir la majorité parlementaire. A l'issue du scrutin, les compteurs se sont arrêtés à 115, privant d'une courte tête le Phalang Pracharat d'une victoire sans appel, fut-elle à la Pyrrhus. A l'inverse, les opposants, qui ne peuvent évidemment pas compter sur le poids du Sénat, doivent cumuler 376 sièges pour espérer former un gouvernement, un nombre quasiment impossible à atteindre. « Le Pheu Thai (le principal parti d'opposition NDLR) considère que la commission électorale a abusé de la loi », a réagi le parti, annonçant qu'il allait porter plainte, sans pour l'heure appeler ses partisans à descendre dans la rue.

Deux camps

Malgré ces protestations, la voie est libre aux supporters de Prayut Chan-O-cha pour nouer des alliances. Au premier rang des alliés potentiels, le Parti démocrate (52 députés) et le Bhumjaitai (51 sièges). Même si le royaume reste divisé en deux camps, entre les partisans des Shinawatra et ceux de la junte, les lignes ont beaucoup bougé lors de ce scrutin. Le parti Future Forward, fondé par le milliardaire Thanathorn Juangroongruangkit a créé la surprise en engrangeant 80 sièges à la Chambre basse. Soutenu par plus de 6 millions d'électeurs, il devient la troisième force politique du pays. Un résultat qui inquiète les militaires. ■

Au Brésil, Jair Bolsonaro décrète la « liberté économique »

- Le président brésilien annonce des mesures pour diminuer la bureaucratie et favoriser l'esprit d'entreprise.
- Le gouvernement espère la création d'au moins 2 millions d'emplois par an.

AMÉRIQUE DU SUD

Thierry Ogier
— Correspondant à São Paulo

« Larguez les amarres ! » Jair Bolsonaro l'avait promis durant la campagne électorale. Envers ceux qui doutaient de son pedigree libéral en matière économique, il répétait sa volonté de réduire la taille de l'État et de simplifier la vie des entrepreneurs, qui croulent souvent sous le poids de la bureaucratie. Le président brésilien vient de donner le premier coup de pied dans la fourmière. Grâce à la nouvelle ordonnance sur la « liberté économique » signée fin avril, les entrepreneurs n'auront plus besoin d'autorisation préalable pour démarrer leurs activités si celles-ci ne présentent pas de risques pour la santé ou pour l'environnement.

« Le message est : "entrepreneurs, vous méritez notre respect, notre confiance et nos encouragements" », affirme Bruno Quick, directeur technique du Sebrae, le service gouvernemental d'appui aux petites entreprises. Toutes les procédures administratives vont être simplifiées. Cet expert estime que cela va contribuer à créer au moins deux

millions d'emplois par an. Face à un taux de chômage de 12,7 % et à une légion de travailleurs opérant sur le marché informel, le gouvernement Bolsonaro s'est engagé à stimuler l'activité économique. « Le Brésil devrait dérouler un tapis rouge devant les entrepreneurs. Mais jusqu'à maintenant, on a fait tout le contraire. Le parcours des chefs d'entreprise est une véritable course d'obstacles », poursuit Bruno Quick.

Bureaucratie tentaculaire et byzantine

La plupart des entrepreneurs sont contraints de payer des intermédiaires véreux avant de pouvoir démarrer leur business. « Tous nos interlocuteurs nous disaient - les avocats et les autres - qu'il n'y avait pas d'autre moyen, explique Nicolas de Virieu, directeur général de la start-up Abacashi. Sinon, on courrait le risque de ne jamais obtenir de réponse. » Aujourd'hui, se réjouit-il, « la procédure devient très claire et transparente ».

Mais pour que la boutique tourne, il faut aussi faire face à une bureaucratie tentaculaire et à des règlements byzantins qui rebutent souvent les investisseurs. « La vie des entreprises est compliquée en raison de la complexité administrative brésilienne. Il y a fréquemment des contradictions entre les différents niveaux de l'administration. L'un dit blanc, l'autre dit noir... », constate Julien Lisbona, coordinateur du groupe PME à la Chambre de commerce France-Brazil à São Paulo. Un véritable casse-tête qui conduit près d'un tiers des PME françaises à fermer boutique en deux ou trois ans, précise-t-il.

Le Brésil languit ainsi depuis longtemps dans le bas des tableaux comparatifs de la Banque mondiale et du Forum économique mondial sur la facilité d'entreprendre ou la compétitivité. Le géant latino-américain figure à la 109^e place au classement Doing Business (sur 189), et à la 140^e en ce qui concerne l'ouverture des entreprises. « L'important, c'est



Face à un taux de chômage de 12,7 %, le gouvernement s'est engagé à stimuler l'activité économique. Photo Dado Galdieri/Bloomberg

« La vie des entreprises est compliquée en raison de la complexité administrative brésilienne... »

JULIEN LISBONA
Coordinateur du groupe PME à la Chambre de commerce France-Brazil à São Paulo.

de simplifier [les règles] pour gagner en agilité », résume Julien Lisbona.

Mais comme rien n'est simple au Brésil, la nouvelle ordonnance sur la déréglementation doit encore être... réglementée dans les soixante jours, avant d'entrer en vigueur ! Elle devra aussi être validée par le Congrès dans les quatre mois à venir, au risque de devenir caduque. Confiants, les entrepreneurs croisent les doigts... « Il s'agit d'une rupture historique en termes de gains de productivité », estime le consultant Frédéric Donier qui, en vingt-cinq ans au Brésil, assure n'avoir jamais vu une mesure « aussi vaste et ambitieuse ». ■

Quand le président brésilien multiplie les prises de position musclées

Jair Bolsonaro libère le port d'armes, élargit le concept de légitime défense pour les policiers et incite les propriétaires terriens à faire la loi sur leur domaine.

Des paysans occupent vos propriétés ? Chassez-les à coups de chevrotine, affirme en substance Jair Bolsonaro. Les universités constituent un foyer de « marxisme culturel » ? Il convient de les mettre au pas, surtout celles qui enseignent les sciences humaines, ajoute son ministre de l'Éducation, Abraham Weintraub. Priorité à la médecine, à l'ingénierie et aux activités qui permettent de « rentabiliser l'argent du contribuable ». En guise d'avertissement, les budgets des universités fédérales ont déjà été sabrés de 30 %. Mais le mieux serait d'envoyer les enfants au collège militaire, assure l'ancien capitaine.

Comme il l'avait promis durant la campagne électorale, le président affirme qu'il va multiplier ce genre d'institutions à travers le pays afin de pouvoir inculquer de solides valeurs morales aux enfants. « Il est tout à fait fidèle à ses promesses de campagne. État minimum dans le domaine économique, et main-forte de l'État en ce qui concerne le main-

tien de l'ordre », explique le politologue Pedro Costa, de l'université Rio Branco de São Paulo. Le président brésilien vient ainsi de signer un décret élargissant le port d'armes aux chauffeurs de camion, aux juges, aux élus politiques et même aux journalistes couvrant les opérations policières, entre autres...

Un enjeu de taille

Alors que le ministre de la Justice, Sergio Moro, souhaite redéfinir le concept de légitime défense pour éviter que les policiers soient poursuivis en cas de bavure, le gouverneur de Rio Wilson Witzel annonce avoir placé des tireurs d'élite dans la ville pour éliminer d'éventuels assaillants armés. En outre, Jair Bolsonaro a annoncé lors du dernier Salon de l'Agriculture qu'il allait présenter un projet de loi « qui va faire jaser » afin de combattre la violence entre les paysans sans terre et les grands propriétaires : en cas d'affrontements, dit-il, le propriétaire terrien « ne serait pas puni ». « La propriété privée est sacrée. Point final », renchérit le président d'extrême droite. Pendant que les lobbies sécuritaires et de l'agro-négoce applaudissent, ses détracteurs dénoncent le risque de dérive à la mode « Far-west ».

Les exploitants agricoles peuvent également dormir sur leurs deux oreilles, insiste le pouvoir en place. Le nouveau ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, a promis de mettre fin à « l'industrie des amendes », à savoir les sanctions infligées aux propriétaires terriens par l'agence de l'environnement (Ibama) en cas d'irrégularités. Objectif : mettre un terme à « l'activisme écologiste

Le gouvernement veut assouplir la législation en matière de protection de l'environnement.

chiite », selon l'expression employée par Jair Bolsonaro. Les organisations non-gouvernementales sont souvent mises à l'index par le nouveau gouvernement. Pourtant, l'enjeu est de taille : la déforestation a déjà augmenté de 24 % en Amazonie entre août 2018 et mars 2019 (par rapport à la même période au cours de l'année précédente), selon l'institut Imazon. Jair Bolsonaro n'a pas encore expliqué sa stratégie pour renverser la vapeur. — T. O.

Entre espoir et possible

vos ambitions prennent vie sur le stand Cisco

VIVA TECHNOLOGY
16-18 MAI 2019 / PARIS

Pour donner vie à vos ambitions, venez échanger avec nous au sujet de :

- la connectivité, la 5G et ses opportunités
- l'IT et le cloud
- la cybersécurité
- les nouveaux modes de communication

CISCO

The bridge to possible*

* Et vos ambitions prennent vie